LE RÉVEIL LYONNAIS

JOURNAL QUOTIDIEN REPUBLICAIN RADICAL INDEPENDANT

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
LYON, RHÔNE, LOIRE, AIN, ISÈRE, SAÔNE-ET-LOIRE	5	10	18
HORS DE CES DÉPARTEMENTS	8	16	30
ÉTRANGER (Union postale)	12	24	48

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste

ADRESSER TOUTES LES CORRESPONDANCES ET LES ABONNEMENTS

8, Rue des Maronniers, A. M. Tony LOUP, Directeur-Administrateur

Rédacteur en Chef : FREDERIC COURNET

ANNONCES

Les Annonces et Réclames sont reçues exclusivement

A Lyon, chez M. Victor FOURNIER, 14, rue Confart
A Paris, chez MM. AUDBOURG et C^o, 10, place de la Bourse

BUREAUX DE VENTE : 14, RUE QUATRE-CHAPEAUX

Lire à la 2^e Page

LES NOUVEAUX DÉTAILS SUR

LE CRIME DE L'ŒIL-BARBU

Une femme coupée en morceaux

UNE ARRESTATION

NOS ASSURANCES

Nous avons reçu les polices de la compagnie d'assurances Le Secours pour nos abonnés.

Nous les faisons parvenir immédiatement aux intéressés.

Voici le modèle de ces polices d'assurances :

POLICE INDIVIDUELLE N°

Assuré : M.
 âgé de
 domicilié à
 profession de
 présente police prendra effet le
 le
 midi, soit une durée totale de une année.

CONDITIONS DE L'ASSURANCE

La compagnie Le Secours, par suite de conventions avec le journal le Réveil Lyonnais, assure pour une année, aux dates qui précèdent, la personne désignée dans la présente police, contre les conséquences d'accidents corporels provenant de cause violente, extérieure et involontaire.

La garantie de la Compagnie est limitée aux accidents entraînant une incapacité corporelle de travail, et à une indemnité quotidienne de deux francs pendant trois jours au moins et cent quatre-vingt jours au plus.

Sont exclus du bénéfice de l'assurance, les accidents ayant pour cause, pour effet ou pour complication : l'anévrisme, la congestion, l'érysipèle, les rhumatismes, la hernie, les ulcères variqueux et toutes les maladies ordinaires ainsé que la rixe ou la lutte.

Tout sinistre non déclaré dans les quinze jours de sa date à la compagnie, à Paris, ne donne droit à aucune indemnité quelle que soit la cause du retard ; et toute action en paiement est prescrite par sept mois à compter du jour de l'accident.

La compagnie est subrogée, pour poursuivre comme elle l'entendra, jusqu'à concurrence des sommes qu'elle aura payées à l'assuré, le recours qui lui appartient contre les auteurs ou les personnes responsables de l'accident.

Délivré à Lyon, le

L'assuré, X...

Pour la Compagnie, X...

Un administrateur, Le directeur, Le HALLEUR. E. de WEINDEL.

L'agent chargé de la délivrance des polices du Journal le Réveil Lyonnais. X...

DÉPÊCHES DE NUIT

Par télégraphie spéciale

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Paris, 25 mars.

Vacances parlementaires

Il est probable que les vacances parlementaires commenceront le 1^{er} avril.

Commission du Budget

On s'entretient dans les couloirs des candidatures à la présidence de la commission du budget. Cinq noms sont mis en avant : MM. Fallières, Ribot, Wilson, Margaine et Sadi-Carnot.

La Statue de Danton

Dans les couloirs on remarque le délégué du conseil municipal d'Arcis-sur-Aube, venu à Paris pour ouvrir une souscription afin

d'élever une statue à Danton, originaire d'Arcis-sur-Aube.

Le gouvernement a l'intention de demander au parlement de se proroger à partir du 12 avril.

Le Serment Judiciaire

Les bureaux de la Chambre ont nommé une commission chargée d'examiner le projet de loi sur le serment judiciaire.

Ont été élus : MM. Brousse, Versigny, Thiersot, Jullien, Joseph Fabre, Maurat (Var), Hérisson, Reynau, Compayré et Gayot (Marne).

La commission, à l'unanimité moins une voix, s'est opposée au projet de garde des sceaux et a demandé l'établissement d'une formule unique sans aucun caractère religieux.

Le projet de loi Goblet

Le projet de loi déposé par M. Goblet au jourd'hui à la Chambre confère aux conseils municipaux, au lieu des préfets, le droit de statuer en dernier ressort sur les différends entre les maires et les conseils. La commission permanente du conseil général ou le conseil général lui-même statuera sur les questions budgétaires.

Le projet conservera seulement le pouvoir d'inscrire d'office, en cas de refus, au budget des conseils municipaux les dépenses ayant un caractère obligatoire.

COMMISSION DU BUDGET

Paris, 25 mars.

La Commission du budget a constitué le bureau de la manière suivante :

MM. Wilson, président.

Fallières et Sadi-Carnot, vice-présidents.

Sarrien, Kénauld Morlière, Jules Roche, Thomson, secrétaires.

M. Wilson a prononcé un long discours, dans lequel, après avoir remercié ses collègues, il a préconisé le système des dégrèvements et une répartition plus équitable des impôts.

Contredisant M. Léon Say, il a déclaré que la situation était bonne et qu'on ne saurait le dire trop haut.

Quant au grand travail, il a émis l'avis qu'il ne fallait pas fermer tous les chantiers ouverts, mais chercher une bonne combinaison financière pour continuer l'exécution du programme Freycinet en ménageant la situation du marché.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

LA SÉANCE

Séance du 25 mars

PRÉSIDENCE DE M. HENRI BRISSON
La séance est ouverte à 2 heures.
Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

M. le ministre de l'intérieur dépose le projet de loi relatif aux attributions des conseils municipaux.

M. Gambetta dépose une proposition relative au recrutement.

M. le général Billot dépose un projet de loi sur le recrutement pour lequel une commission sera nommée après la discussion de la proposition de M. Billue relative à la commission de l'armée.

M. des Roys questionne le général Billot sur le chiffre croissant de journées d'hospitalité portés au budget, les conseils de révision admettent des hommes trop faibles.

M. le général Billot promet que les conseils de révision exerceront un contrôle plus rigoureux.

On passe à la délibération du traité de commerce avec la Belgique. L'urgence est déclarée.

M. Des Rotours combat le traité, notamment parce que l'Angleterre et l'Allemagne doivent obtenir le traitement de la nation la plus favorisée.

Après une réplique de M. Leboucq, rapporteur, la discussion générale est close.

M. Méline développe un amendement sur l'article unique, tendant à inviter le gouvernement à réviser, d'accord avec le gouvernement belge, certains articles des traités. L'orateur demande au gouvernement d'ouvrir de nouvelles négociations.

M. Tirard défend le traité et déclare en terminant qu'il est urgent de doter le pays d'un régime économique durable et qu'il attend depuis longtemps.

L'amendement Méline, mis aux voix, est repoussé et, à la majorité de 309 voix, le projet de loi est adopté.

Validation de l'Élection de Villefranche

La Chambre valide, sur le rapport de M. Lorois, l'élection de M. Million dans la circonscription de Villefranche.

Lundi, à 2 heures, séance publique. La séance est levée à 5 heures 55.

SÉNAT

LA SÉANCE

Séance du 25 mars

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER
Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

La discussion s'ouvre sur le projet de loi sur la nomination des maires.

Sur la demande de M. Goblet, l'urgence est déclarée.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Sur les articles 3, M. Jacques présente un amendement portant que les étrangers et les indigènes qui font partie des conseils municipaux en Algérie ne participent pas aux votes.

M. Lenoël répond que la commission a fait des réserves sur cette question, mais qu'elle n'a pas cru devoir aller plus loin ; elle a pensé qu'il s'agissait d'une question qui serait résolue lors de la discussion de la loi organique.

L'article 3 et l'ensemble du projet sont adoptés.

La séance est levée.
La prochaine séance aura lieu mardi.

LES JOURNAUX

Paris, 25 mars

Le *Voltaire*, revenant sur la nomination de la commission du budget, dit que les radicaux ont été battus tout comme les opportunistes ; ce sont les grandes compagnies qui triomphent, et M. Léon Say passe décidément premier ministre.

Le *Justice* dit que le terrain reste au centre gauche et aux grandes compagnies.

Le *Parlement* dit que le langage de la République française n'est pas fait pour apaiser les discordes et les haines dit elle se plaint.

Le *Républicain* français dit que la France, par le vote de la loi sur l'enseignement obligatoire, se place à la tête des peuples.

Le *Soleil* croit que les membres de la droite, en écartant les opportunistes de la commission du budget, ont voulu condamner les procédés financiers adoptés ces dernières années sous l'influence de M. Gambetta.

Le *Paix* dit que les folles menaces du parti gambettiste le mineront définitivement dans l'esprit public.

Le *Journal des Débats* publie un article sur les traités de commerce, qu'il termine en invitant le gouvernement à rouvrir les négociations avec l'Angleterre ou au moins à renouveler pour cinq ans les traités actuels.

Le *Petit Journal* dit que la furie des journaux opportunistes prouve que la clé des finances, étant enlevée à M. Gambetta, son prestige va recevoir un coup décisif.

Le *Voltaire* dit que les bataillons actuellement en Tunisie vont être complétés à 650 hommes.

LES VICTIMES DU DEUX-DÉCEMBRE

Paris, 25 mars.

La commission générale des victimes du deux décembre s'est réunie ce matin au ministère de l'intérieur sous la présidence de M. Davelle sous-secrétaire d'Etat. Elle a continué l'examen du travail des commissions départementales ; de nombreux rapports ont été adoptés. On en est arrivé à terminer vingt-cinq départements, parmi lesquels la Corse, la Marne, la Haute-Marne, le Cher, l'Eure, la Haute-Garonne, le Nord et le Tarn-et-Garonne.

La prochaine séance est fixée à mercredi.

CONSEIL DES MINISTRES

Révocation de 3 Agents de Change de Lyon
SUPPRESSION DE LEURS CHARGES

Paris, 25 mars.

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin à l'Élysée.

M. le président de la République a signé un décret révoquant MM. Thomas, Juvat et Dubost, agents de change à Lyon. Leurs charges sont supprimées.

Le nombre des agents de change lyonnais est réduit de 30 à 27.

Le décret accepte la démission de 4 agents de change à Paris et nomme leurs successeurs.

Le président de la République a signé le mouvement judiciaire, il comprend

la nomination de plusieurs conseillers, notamment dans les cours d'appel de Rennes, Bourges et Alger.

Il a signé aussi le mouvement administratif, motivé par la mise en disponibilité de M. Gaudissart, qui refuse de se rendre à Saint Pons, où il a été nommé sous-préfet.

Enfin, le conseil a approuvé le projet d'augmentation du nombre des officiers d'état civil dans certains arrondissements très peuplés de Paris.

Le conseil s'est occupé de l'époque à laquelle les vacances des Chambres devraient commencer. Il a été d'avis qu'on pourrait les fixer au 1^{er} avril prochain. Les vacances dureront probablement un mois.

MAUVAISES NOUVELLES DE TUNISIE

Cagliari, 25 mars.

On fait circuler ici de mauvaises nouvelles de Tunisie.

On raconte qu'une compagnie française serait tombée dans une embuscade près de Kairouan, et qu'elle aurait perdu vingt hommes tués sans compter de nombreux blessés.

Les journaux sardes affirment que des détachements de troupes turques auraient passé la frontière.

INTÉRIEUR

Paris, 25 mars.

A L'OFFICIEL
Le *Journal officiel* annonce que M. Lemaître est nommé lieutenant-colonel au 9^e d'infanterie territoriale.

M. Aubert est promu lieutenant-colonel de génie ; MM. Mendes et Roux sont promus chefs de bataillon.

Le capitaine de vaisseau de Caverville est nommé au commandement de la *Résolue*, dans la division de l'Instruction.

L'officiel publie un avis démentant le bruit que le choléra aurait éclaté en Cochinchine. La situation sanitaire, suivant les dernières nouvelles, à la date du 10 février, était excellente.

EXPULSION DES CONGRÉGANISTES
Le ministre de l'intérieur, ayant appris que les bénédictins et les trappistes expulsés de leurs couvents s'étaient réfugiés chez les habitants qui se sont empressés de leur offrir un asile, vient de faire envoyer aux préfets de la Sarthe et de l'Ain une dépêche pressante.

Les préfets devront signifier aux religieux de nationalité étrangère qu'ils aient à quitter le territoire français dans le plus bref délai.

L'ESCADRE ITALIENNE
On annonce de Toulon que l'Italie arme dans la Méditerranée une escadre considérable qui comprendra 9 cuirassiers, 3 avisos rapides, 6 bateaux torpilles et 2 transports.

En dehors de ces préparatifs maritimes, tous les officiers de l'armée italienne ont reçu l'ordre de rejoindre immédiatement leurs corps respectifs.

CLUB ALPIN-FRANÇAIS

Paris, 25 mars.

Le club Alpin-Français a tenu hier une séance à l'hôtel de la Société de géographie. M. Xavier Blanc, sénateur, qui la présidait, a annoncé que la Société vient d'être reconnue d'utilité publique et que le décret qui lui confère cette qualité paraîtra incessamment dans le *Journal officiel*. Il a été exposé ensuite l'état prospère du club dont les membres et les ressources s'accroissent rapidement d'année en année. Les compagnies de chemins de fer viennent de lui accorder une réduction des places à moitié prix pour ses membres, lorsqu'ils seront au moins cinq en excursion.

TRAITÉ FRANCO-HOLLANDAIS

Paris, 25 mars.

On sait que le traité de commerce et de navigation signé au mois de novembre dernier entre la France et les Pays-Bas a été rejeté par la seconde Chambre des États-Généraux. La majorité reprochait surtout aux plénipotentiaires des Pays-Bas d'avoir admis dans le protocole que les Pays-Bas seraient assimilés à la nation européenne la plus favorisée.

En ce qui concerne l'exportation de Java, des pourparlers ont été repris depuis entre les deux gouvernements pour la conclusion d'un nouvel acte international ; ils ont heureusement abouti, et aujourd'hui a été signé au ministère des affaires étrangères un traité qui n'apporte à l'ancien aucune modification des tarifs, mais qui, par sa rédaction, fait droit, dans une certaine mesure, aux demandes des Pays-Bas.

Les plénipotentiaires étaient : pour la France, MM. de Freycinet et Tirard ; pour la Hollande, MM. Zuylen de Noveit, ministre des Pays-Bas à Paris, Pistorius, directeur des douanes en Hollande, et Van Lier, consul des Pays-Bas à Paris.

AFFAIRE PÉRIVIER-LESUEUR

Paris, 25 mars.

Dans un article violent dirigé contre le *Figaro*, M. Cornély déclare qu'il a fait toujours litière de cette prétendue solidarité et de cette non moins prétendue confraternité qu'invoque aujourd'hui le *Figaro*. Il dénonce ce journal comme une des pires choses de notre temps, et annonce qu'il fera des révélations sur les intrigues vilaines qui ont suivi la mort de M. de Villermessant.

M. Dumont dit que le *Figaro*, n'ayant jamais ménagé personne, même en pareille matière (?), serait mal venu à se plaindre. D'un autre côté, M. Edwards, secrétaire de la rédaction du *Figaro*, a envoyé des témoins à M. Périer, ce dernier ayant déclaré que les rédacteurs du *Figaro* n'étaient pas des gentlemen.

L'auteur des plaisanteries parues dans le *Figaro*, sur le compte de M. Périer, à l'époque de sa coiffure, serait le peintre aquarilliste Vibert.

L'auteur de l'article qui, dans le *Gil-Blas*, a donné le récit le plus imagé de l'opération du naturaliste Lesueur, serait M. Gaston Vassy, un ancien légiste.

MM. Albert Delpeit et G. Omet ont été choisis pour témoins par M. Périer auprès de M. Cornély, de *Clairon*, qui leur oppose MM. Gaston Jollivet et le commandant Blanc.

M. Périer a adressé à M. Dumont, de *Gil-Blas*, MM. Ad. Belot et de Carnières, qui se sont trouvés en face du colonel Thénard et de M. Henri Fouquier.

Les témoins de MM. Cornély et Dumont déclinent toute réparation. Les droits de critique de la presse n'ont pas été excédés, et il n'y a eu aucune atteinte à l'honneur.

M. Edwards, secrétaire de la rédaction du *Clairon*, a envoyé des témoins à M. Périer pour son article d'hier. M. Périer a refusé toute réparation avant d'avoir réglé sa première affaire.

NOUVELLES DU SÉNÉGAL

Paris, 25 mars.

La Victoire de Sedhiou
Vers la fin de février on annonçait, au Sénégal, un soulèvement général des peuplades nègres qui habitent les bords de la Cazamance et du Rio Nunez.

Les postes français de Sedhiou et de Boghé étaient cernés.

Ce soulèvement coïncidait avec celui des habitants de l'ouest qui, sous les ordres d'Abdul-Boulakar, coupant les communications du colonel Desbordes bloqué à Kita (Haut-Sénégal).

Le colonel Canard, gouverneur de la colonie, est aussitôt parti à la tête des troupes pour le Haut-Œuvre, tandis que le capitaine de frégate Serval se dirigeait sur le Rio-Nunez, et le capitaine de frégate Jacquemart faisait route pour la Cazamance.

Le dernier courrier vient d'apporter des nouvelles de cette dernière expédition.

L'expédition comprenait les avisos *Écuveuil*, *Cigale*, *Alicon*, avec deux cents hommes de troupes et deux pièces de campagne.

Le 25 mars, le capitaine de frégate Jacquemart attaqua le Zata, camp retranché des révoltés.

Ceux-ci, qui avaient eu tout le temps nécessaire pour se fortifier étaient fortement retranchés derrière leurs positions et firent une longue et énergique résistance.

Toutefois, le tir rapide et précis de nos troupes dispersées en tirailleurs ne tarda pas à mettre un grand nombre de leurs hors de combat, et les révoltés prirent la fuite, laissant plusieurs centaines de morts sur le champ de bataille.

Sedhiou se trouvait débloqué. Pendant six longs jours, sous un climat meurtrier, à travers des bois et des marais pestiférés, nos hommes firent des prodiges de valeur, s'emparèrent des villages révoltés et châtièrent sévèrement les indigènes soulevés.

De notre côté, ce brillant fait d'armes nous a coûté trois morts et dix-sept blessés.

Cette expédition, menée avec rapidité et énergie, fait le plus grand honneur au commandant Jacquemart, chef de l'expédition, et aux braves marins qui y ont pris part.

ÉTRANGER

ANGLETERRE

Question Egyptienne

Londres, 21 mars.

Les puissances concluent toutes à la démission d'Arabi Bey ; si cette démission n'est pas accordée, on peut être certain que le droit de souveraineté du sultan ne sera pas reconnu par les puissances.

Question Tunisienne

Lord Lyons a été mandé précipitamment à Londres par lord Granville, et M. Tissot est reparti ce soir pour Paris. Il s'agit de l'affaire tunisienne. Une entente est sur

le point d'être établie entre la Porte et la France.

Rixes entre soldats

Galway, 25 mars.

Des rixes fréquentes ont lieu entre les soldats des 81^e et 83^e régiments d'infanterie en garnison ici ; hier soir, cent hommes du 83^e ont attaqué un piquet du 81^e aux cris de « Vive l'Irlande ! » ; plusieurs hommes ont été gravement blessés. Les soldats sont consignés.

AUTRICHE

Annexion de la Bosnie

Vienne, 25 mars.

L'annexion pure et simple de la Bosnie et de l'Herzégovine serait déclarée par le cabinet de Vienne pendant le congé de Pâques.

Innsbruck, 25 mars.

Par suite de l'abandon des neiges et des avalanches qui se produisent dans les tranchées, notamment près de Sterzing, le service des voyageurs et des marchandises est interrompu entre l'Italie et l'Autriche par la ligne du Tyrol.

RUSSIE

Saint-Petersbourg, 25 mars.

Dans le banquet qui lui a été offert par les officiers russes, le général Skobelev a porté un toast à la nation anglaise ; il a préconisé chaleureusement l'alliance anglo-russe.

ÉTATS-UNIS

New-York, 25 mars.

Suicide du Ministre d'Italie
Les journaux publient une dépêche de Mexico annonçant le suicide du comte Joannini, ministre d'Italie, à la suite d'embarras d'argent.

Mort de Longfellow

Le grand poète américain Longfellow est mort.

L'Émigration aux États-Unis.
Le chiffre de l'émigration aux États-Unis dépasse celui de l'année dernière, qui était déjà considérable.

Au 25 mars, depuis le commencement de l'année, 43,646 émigrants sont arrivés à New-York, c'est-à-dire 13,765 de plus que l'an dernier à pareille époque.

Au 1^{er} mai, il en sera arrivé 100,000, chiffre qui représente une augmentation de 25 p. 0/0.

Les Allemands sont naturellement les plus nombreux ; mais la proportion des gens aisés, la plupart écrivains, est plus considérable que celle de l'année précédente.

Les Irlandais sont en moins grand nombre jusqu'à maintenant. Ils n'émigrent guère avant avril ou mai, comme les Danois.

ÉGYPTE

Ce qui fait que beaucoup de nos amis hésitent à s'occuper d'élection, c'est la crainte de perdre leur place et la peur de se voir enlever le morceau de pain qui fait tant besoin dans leur famille.

Ajoutez à cela les calomnies dont on abuse généralement ceux qui par pur dévouement, se mettent en avant et vous ne serez plus surpris de notre pénurie de candidats et de comités.

Quoiqu'il en soit, ainsi que vous le dites fort bien, de nos divisions peut naître l'Union républicaine des patrons.

C'est afin d'éviter cet inconvénient qu'un groupe d'hommes connus pour des républicains convaincus a élaboré une liste comme nos précédentes.

Ils auraient préféré pouvoir la constituer en réunion publique, mais devant le parti pris de leurs adversaires, ils ont dû y renoncer.

Agrez, monsieur le rédacteur, mes salutations fraternelles.

UN DE VOS LECTEURS ASSIDUS.

ELECTIONS MUNICIPALES DE GIVORS
Du 26 mai 1882

Liste du Comité démocratique
BERLAND aîné, chapelier.
BONNEAUD (J.-Pierre), épiciier.
CHAMARON (Louis), propriétaire à Montbrion.

CHEVYLAND père, rentier à Bons.
GISCLOIN (J.), horticulter.
GÉTTE (Antoine), tailleur de pierre.
JOAS (Julien), rentier.
LA VIRE (Romain), propriétaire à Bons.
MOUTON père.

MELAT jeune, relieur.
MARTÉL fils, marchand de vins à Bons.
PELLON, mécanicien retraité du chemin de fer.
PERRATON fils, ajusteur.
ROCHAT (Joseph), propriétaire au Canal.

ROCHE, ancien conseiller municipal.
TOURTOULON, marchand tailleur.
TRAYOUÉ père, marchand grenetier.
THONNERIEUX (Simon), ancien conseiller municipal.
VERZIER (Noël), propriétaire au Boucheage.

Electeurs.
En présentant ces concitoyens à vos suffrages, pour le scrutin du 26 mars, nous avons l'espoir que vous ratifierez notre choix, qui dans la situation critique où se trouve notre cité par suite des démissions et élections successives était difficile mais il prouvera que bien loin de nous laisser aller à l'exclusivisme, nous avons été guidés par un esprit de conciliation afin de pouvoir constituer un conseil municipal représentant les diverses classes de la société.

N'oubliez pas que l'intérêt du petit commerçant est intimement lié à la cause du travailleur.

Pas d'abstentions !
La réaction espère profiter de la division momentanée du parti républicain ; unissons nos efforts et serons nos rangs pour compléter l'œuvre du 5 février.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !
Le Comité démocratique :
Charles DANTOINE, Joseph FERRAND, C. MEYRIEUX, N. COMMEAUX, François BLANC.

CANTON DU CHAMBON
Le comité républicain radical du canton du Chambon (Loire) pour l'élection d'un conseiller d'arrondissement, en remplacement du citoyen Aguilion, décédé, a choisi comme candidat ouvrier le citoyen Michel Rondet, ouvrier mineur et secrétaire de la Chambre syndicale des mineurs de la Loire.

Le comité pense que vous voudrez bien insérer cette candidature dans votre numéro du 25 courant.

Il vous envoie ses saluts fraternels et ses remerciements anticipés.
Le secrétaire du Comité,
BOUTEYRE.

Nous prions nos abonnés dont l'abonnement expire le 31 mars de vouloir bien le renouveler avant cette date s'ils ne veulent éprouver d'interruption dans l'envoi du journal.

Feuilleton du RÉVIL LYONNAIS
55

LES DEUX MÈRES
PAR
Eugène RICHERBOURG

DEUXIÈME PARTIE
LA FIGURE DE CIRE

XII
LE CŒUR FERMÉ

Gabrielle rapprocha sa chaise de la table sur laquelle elle appuyait ses bras, et son regard s'arrêta sur le visage de l'inspecteur de police. Ce dernier, toutefois, n'était pas parvenu à exciter sa curiosité.

— Quand un crime a été commis, reprit-il, et que nous avons à en rechercher les auteurs, nous allons partout où nous pouvons espérer obtenir des renseignements. Cela vous explique pourquoi j'ai voulu voir les propriétaires de la maison de commerce où vous avez été employée. Je ne veux pas vous cacher qu'il m'était venu à l'idée que le jeune homme que vous avez connu, votre séducteur, pouvait être l'auteur de l'enlèvement de votre enfant.

— Comment, fit la jeune fille étonnée, vous avez eu cette pensée ?
— Je l'ai eue. La chose ne me paraissait pas impossible. Quand on est en

GRÈVE DE ROANNE

TENTATIVE D'ASSASSINAT

SUR
M. BRÉCHARD

NOUVEAUX DÉTAILS
Roanne, 25 mars 1882.

L'attentat commis sur la personne de M. Bréchar, a, comme je vous l'ai dit hier, produit une immense émotion. Fournier, dans l'interrogatoire qu'on lui a fait subir, ne regrette aucunement le fait odieux qu'il a commis.

Les bruits les plus extraordinaires circulaient dans la ville après l'attentat, on parlait même d'une société organisée dans ce but, et dont l'assassin aurait fait partie, mais ce ne sont que des bruits sans fondements, et que la surexcitation seule faisait engendrer.

L'attentat n'est heureusement le fait que d'un seul, dont le cerveau aura été trop faible, ou trop exalté pour supporter froidement d'avoir été éconduit dans trois ou quatre usines, et qui pensait mettre fin à ses privations en attendant aux jours de celui qu'il croyait en être la cause.

Les ouvriers sont unanimes à blâmer l'acte de Fournier, ils savent très bien que ce n'est pas de cette façon qu'ils pourront résoudre le problème qu'ils ont entrepris depuis le commencement de la grève.

LA GRÈVE
Demain, réunion à 9 heures et demie du matin, à la salle de Venise.

Les ouvriers de la maison Bréchar sont à peu près tous retrés

ESQUISSE PATRONALE
Au moral : Ancien maire du Seize-Mai, SAINT-CRÉPIN en était l'incarnation à Roanne.

Était-ce conviction, calcul, ou le désir immodéré de se mettre en évidence ? personne n'a jamais pu le savoir.

Mais on est convaincu généralement que SAINT-CRÉPIN n'a qu'une conviction, c'est qu'il descendra dans la tombe revêtu de la peau d'un réactionnaire et qu'il se fera embaumer.

C'est, paraît-il, sa toquade.
Nature rude, peu sociable ; il a peu de sympathies réelles à Roanne.

Parlant peu, il craint d'émailler ses discours de licences grammaticales, vulgairement dénommées « des cuirs » (il en a tant manipulés dans sa vie).

Il avait, m'a-t-on dit, pendant la grève, une boîte secrète pour réduire les grévistes ; mais il n'osa jamais l'employer ; il est brouillé avec les boîtes depuis qu'il a été bombardé patron d'un tissage mécanique.

Il fait sa chaussure lui-même.
Au physique : Il est peu volé malgré son âge ; il se rengorge dans son faux-col comme un coq se rengorge sous sa crête, et eût été heureux pendant la grève, de voir l'avant-dernier tisseur manger jusqu'aux vêtements du dernier, sauf une exception.

Cependant « il adore Epinat » qui ne le lui rend pas.

GRÈVE DES OUVRIERS CORDIERS
La situation est toujours la même. Nous ne recevons aucune communication de nos patrons, ils pensent nous affamer et nous résister ; mais la corporation est décidée de résister à outrance. Ils ont la ferme résolution de trouver du travail comme manœuvres. Il ne restera que quelques uns des nôtres sans travail.

Nous espérons que, par ce moyen, nous réuserons ; nos patrons finiront par comprendre que la coalition qu'ils ont formée

par le vote qu'ils ont émis, le 12 mars, n'a été qu'un entraînement organisé par quelques uns de leurs collègues les plus indécents, qui avaient intérêt à réaliser de plus grands bénéfices au détriment de leurs ouvriers ; ils auront le temps de s'en apercevoir plus tard.

Pour quant aux ouvriers, ils restent fermes dans leurs revendications, soit la diminution d'une heure de travail par jour, à seule fin que nous puissions être comme toutes les corporations qui font 40 heures de travail.

Nous sommes très étonnés que notre demande ait été si mal accueillie par nos patrons. Nous espérons qu'ils reviendront à de meilleurs sentiments, et qu'ils annuleront la promesse qu'ils ont faite entre eux et qu'une entente pourra se faire entre leurs ouvriers, afin d'arriver à une bonne solution pour la corporation.

Pour la commission :
Le secrétaire de la grève,
L. MATRAY.

Nota. — Adresser les listes et les correspondances au citoyen Bourdon, trésorier, grande rue de la Guillotière, 133, au siège du syndicat.

Leu de la chambre syndicale des typographes de Lyon : 400 francs. Merci, mille fois merci, au nom de la solidarité, que nous apportent tous les travailleurs : les ouvriers cordiers s'en souviendront.

GRÈVE DE MOIRANS
Notre correspondant spécial nous adresse la lettre suivante :

Moirans, 25 mars 1882.
Mon cher Directeur,

Nos malheureux grévistes sont l'objet de toutes les séductions de la part de leurs exploités.

A chaque instant ce sont des promesses individuelles d'augmentation des maisons Martin et Bouvard ; mais elles ont le bon goût de ne pas s'y laisser prendre.

Elles commencent à savoir ce que sont les promesses d'un patron.

Il est vrai que de leur côté les patrons promettent, mais refusent catégoriquement de donner leur signature à l'appui de leurs promesses. Aussi nos grévistes résistent-elles.

Les patrons ont pris une résolution des plus énergiques, pour réduire leurs ouvrières.

Cette résolution, c'est... mais vous n'allez pas me croire, je l'affirme cependant : ils ont fait dire une messe pour toucher le cœur des tisseuses, j'ajouterai que cette messe n'a encore rien produit et qu'il y a tout lieu de croire qu'elle ne profitera qu'au prêtre chargé de ce petit commerce.

On commence à embaucher beaucoup d'ouvrières pour Voiron et Pavioy ; là elles gagnent leur vie et je sais qu'un grand nombre de grévistes sont résolues à quitter le pays plutôt que de rentrer avec le tarif actuel.

Les patrons finiront par céder, mais ils perdront beaucoup d'ouvrières qui ont signé et signeront encore des engagements dans les tissages des environs.

De plus, des mesures vont être prises par le comité de la grève pour organiser des secours aux nécessiteuses.

Des quêtes vont être faites ; des déléguées se présenteront à domicile, portuses d'une liste de souscription revêtue du cachet du comité.

Le petit commerce comprenant que ce sont les ouvrières qu'il font vivre ne voudra pas qu'il soit dit que dans un moment de lutte il ne sera pas venu à leur aide et n'hésitera pas à le faire.

Les ouvriers et ouvrières des fabrications environnantes feront également leur devoir et nos braves grévistes seront en mesure de continuer leur lutte.

Demain dimanche, grande réunion publique à la Salle commune, à deux heures de l'après-midi ; je vous en enverrai le compte-rendu.
Henry LAPEYRE.

THÉÂTRES
M. Demarsy nous prie d'insérer la note suivante :

Jehan le serf ou la France au XIV^e siècle, de M. Louis Combet, grand drame en 5 actes, à grand spectacle.

Cette œuvre entièrement nouvelle est une page d'histoire de la France du Moyen-Age, page aussi fidèlement reproduite, que peuvent le permettre les conventions théâtrales ; ceux qui nient encore les bienfaits de la Révolution de 1789, pourront juger par la représentation de ce drame historique dans tous ses détails ; ce qu'avaient de terrible en ce temps là, le droit de prise, le droit de gîte, le droit du seigneur, etc., ce qu'était le droit d'asile, comme celui de bourgeoisie, le premier pas vers l'affranchissement des serfs, les atouts misérables de ceux qui, aujourd'hui, sont égaux tous devant le suffrage universel.

La direction n'a rien négligé pour monter la pièce dignement et présenter l'œuvre d'après l'idée moralisatrice qui a inspiré l'auteur.

PANORAMAS POPULAIRES
Cours du Midi, côté Rhône

L'Age de la Houille et du Fer
Inutile de faire ici l'éloge d'un établissement qui, nous en sommes certains, obtiendra à Lyon le même succès qu'à Paris et à Bruxelles, où il a émerveillé pendant longtemps le public.

Jamais Lyon ne fut doté de semblables prodiges d'installations ; tout le luxe possible règne dans ce coquet théâtre, où les familles ne désignent pas de venir passer d'agréables soirées.

On trouve dans ce somptueux établissement le moyen de s'instruire tout en se distrayant.

Grâce au talent de M. Robecchi, l'illusion est telle dans ces tableaux mouvementés que l'on pourrait se croire transporté dans une de nos grandes houillères de Saint-Etienne ; le regard se trouve fasciné par ces incomparables merveilles, qui sont pleines de vie.

Joint à cela le concours de la superbe fanfare des volontaires du Rhône, jouant un répertoire nouveau et varié, le prix des places à la portée de toutes les bourses, voilà des éléments qui ne manqueront pas d'attirer, tous les soirs, un public nombreux et choisi, aux Panoramas populaires du cours du Midi.

THÉÂTRE DE LA GAITÉ (7, rue Diderot)
Nous rappelons aux nombreux habitués de ce charmant petit théâtre que c'est demain lundi, 27 mars, que sera donnée la représentation au bénéfice du régisseur, M. Duriez. Le spectacle se compose du chef-d'œuvre patriotique de Ponsard : *La Lion amoureux*, pièce républicaine en 5 actes, et *Conciergerie et Portière*, vaudeville en un acte.

Bonne soirée pour le public et bonne recette au bénéficiaire.

SPECTACLES DU 26 MARS 1882
Grand-Théâtre

7 h. 1/4. — *Le Nouveau Seigneur*.
Mignon, opéra.
Les *Mouliniers*.

Théâtre des Orléans
4 h. 1/2. — *Jonathan*.
Les *Deux timides*.

7 h. 1/4. — *La Closerie des Genets*.

Théâtre des Variétés
6 h. 3/4. — *Jehan le Serf*, drame historique en 5 actes.
Les *Suites d'un premier lit*, vaudeville en un acte.

Salle Molière (49-51, r. Pierre-Corneille)
7 h. — *Rocambo*, ou les Valets de cœur, drame en 5 actes et 8 tableaux. *Entre hommes*, comédie en 1 acte.

Théâtre de la Gaité (Rue Diderot, 7)
La *Moulinière*, drame en 5 actes et 8 tableaux.

Folies-Bergère
Tous les soirs, de 8 à 11 h., et les dimanches et fêtes, de 2 à 4 h. 1/2, grande séance de patinage. Entrée 1 franc.

Panorama de Lyon
A l'entrée du Parc de la Tête-d'Or (station des tramways) : *Le Siège de Lyon en 1793*. (Visible toute la journée.)

Panoramas Populaires et mouvants (Cours du Midi, côté Rhône)
Tous les soirs à 8 heures, brillante représentation.
Dimanches et jeudis, matinées à 3 heures.

Alcazar (Rue de Séze)
Tous les dimanches, lundis et jeudis, soirée dansante, parée, masquée et travestie.

Tous les samedis bal masqué.
Place Bellecour
Musique militaire de 3 à 4 heures.

CONFÉRENCE DE M. CURNET

L'heure tardive à laquelle s'est terminée la brillante conférence de notre rédacteur en chef, M. Curnet, nous oblige à renvoyer à demain le compte-rendu du remarquable discours qu'il a prononcé au Cercle d'études sociales de la Croix-Rouge.

LE CRIME DE L'ÎLE BARBE

Une Femme coupée en morceaux
UNE ARRESTATION

Nos lecteurs n'ont certainement pas oublié cette affaire mystérieuse, compliquée d'incidents extraordinaires, qui pendant plusieurs semaines, passionna l'opinion publique.

Retraçons en quelques lignes les points principaux de ce drame terrible.

Un matin, à dix heures, un garçon boucher apercevait sur le bord de la Saône, auprès du pont de l'Île-Barbe, un tronçon de cadavre de femme.

Les autorités prévenues aussitôt, accoururent ; les constatations faites, le débris humain fut envoyé à la morgue de Lyon.

Pendant de longues semaines des recherches minutieuses furent faites dans les environs de Lyon et jusque dans les départements voisins. On procéda à l'autopsie du cadavre, cette opération ne révéla rien de particulier.

On photographia les traits de la victime de ce crime mystérieux ; des exemplaires de cette photographie furent distribués partout, mais cela sans résultat.

Un mois après la découverte du premier tronçon, on retrouvait la seconde partie du cadavre à quelques mètres du point où s'était accompli, auparavant, la funèbre trouvaille.

On ne put parvenir à établir l'identité de la victime.

Cependant, quelques renseignements fournis par des habitants de l'Île-Barbe faisaient naître des soupçons sur certains individus, saltimbanques, qu'on avait vus rôder depuis plusieurs jours dans le voisinage.

Après de longues et pénibles recherches, on parvint à retrouver ces nomades, et un beau soir, toute la famille Weiss fut arrêtée dans une petite voiture cachée dans un coin de la rue de l'Angile.

Pendant trois mois, le grand Louis Weiss, une vieille femme et ses deux filles, dont l'une était la maîtresse de Weiss, furent gardés à la disposition de M. Vial, juge d'instruction.

Chaque jour amenait une complication nouvelle ; tantôt on avait les preuves de la culpabilité de Weiss, tantôt l'échafaudage s'écroulait laissant de nouveau le malheureux juge dans une perplexité profonde.

Malgré que des charges relativement sérieuses aient été relevées contre les Weiss, on ne put trouver aucune preuve suffisamment évidente pour les garder plus longtemps en prison. Donc, après trois mois de prévention, les saltimbanques furent rendus à la liberté et recommencèrent leur existence vagabonde.

Voici qu'aujourd'hui une nouvelle importante nous arrive au sujet de cette affaire.

C'est à Coucy-le-Château, chef-lieu de canton, arrondissement de Laon (Aisne), que se sont passés les faits que nous télégraphions notre correspondant parisien.

Vers midi, un individu étranger, de haute taille, au teint halé et à l'aspect peu rassurant, se présentait dans un petit cabaret situé aux confins de la ville, tout près de la grande route.

Cet homme était porteur d'un énorme paquet suspendu à son épaule par une forte corde.

Des extrémités de ce paquet sortaient quelques oripeaux semblables à ceux que travaillent sur les places publiques.

Le costume de cet individu excitait la curiosité de tous par son excentricité et surtout sa malpropreté.

Un large chapeau de feutre couvrait la tête de l'inconnu ; il était chaussé de bottes en mauvais état et une longue bourse bleue cachait un vêtement de drap fort usé.

L'étranger entra avec bruit dans le cabaret jeta un paquet sur une table. Il demanda à manger et à boire, mais comme il paraissait être ivre, le patron hésitait à le servir.

Cependant il lui donna du vin, du pain et quelques aliments.

Peu après l'étranger, demanda à boire de nouveau, on le lui refusa ; il entra dans une violente colère et commença à invectiver le patron du cabaret qui dut enfin le mettre à la porte.

Une fois dehors, l'individu devint furieux et s'emporta en menaces de toutes sortes ; il invitait le patron à sortir disant « qu'il lui ferait son affaire. »

Finalement, avec l'aide de quelques voisins, le cabaretier s'empara du forcené et le conduisit à la gendarmerie.

Le brigadier lui fit alors subir un interrogatoire sommaire.

L'homme déclara se nommer Weiss, Eugène, être âgé de 32 ans, et faire partie d'une troupe de saltimbanques qui se trouvaient à une petite distance de Coucy-le-Château.

Le brigadier de gendarmerie, frappé de l'attitude singulière de cet individu, se rappela aussi le nom et le signalement lancé partout au moment de la découverte du crime de l'Île-Barbe, interrogea Weiss à ce propos. Celui-ci se troubla et cessa de répondre.

C'est là que s'arrêtent nos renseignements ; nous ne pouvons donc, pour le moment, déduire aucune conséquence de ces faits ; mais l'un de nos correspondants parisiens se rend aujourd'hui à Coucy et nous télégraphiera les nouveaux détails qu'il aura pu recueillir.

CONSEIL MUNICIPAL DE LYON
Séance du 24 mars

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r GAILLETON
La séance est ouverte à 8 heures 25.
M. Clapot, secrétaire, donne lecture du procès-verbal qui est adopté après des observations de M. Juliau.

M. le docteur Gailleton donne connaissance au Conseil d'une lettre par laquelle Mlle Marthe de Jouffroy, offre, à l'Assemblée municipale, l'expression de sa gratitude pour la participation que la ville a prise, à l'érection d'un monument, à la mémoire de son grand-père Claude de Jouffroy, inventeur de la navigation à vapeur.

Acte est donné à l'Administration de cette communication.

M. le Dr Gailleton donne lecture d'une lettre de M. le ministre des Travaux publics, en réponse à celle qui lui a été adressée le 4 mars courant, au sujet de la reconstruction du Pont Morand.

M. le ministre rappelle qu'en 1880, un des ses prédécesseurs, avait décidé que ce pont serait entièrement construit en maçonnerie.

Par une délibération du 2 mars courant, le conseil municipal a demandé à l'Administration de faire procéder à une nouvelle étude de cet avant-projet, en prenant l'engagement de contribuer pour moitié à la dépense.

M. le Ministre termine en informant M. le Maire qu'il vient d'inviter MM. les Ingénieurs à faire parvenir le plus tôt possible l'avant-projet auquel le conseil municipal a donné son adhésion, ainsi que leurs rapports à l'appui.

M. le docteur Gailleton donne lecture d'une lettre à M. le ministre de l'Intérieur, communiquée par M. le préfet du Rhône, et par laquelle il fait connaître, que le gouvernement s'appuyant sur l'art. 1^{er} de la loi du 5 mars 1855 et l'art. 49 de la loi du 14 avril 1871, n'a pas approuvé la délibération prise par le conseil municipal, le 14 février dernier, et qui ouvrait au budget de la ville, un crédit de 27,000 fr., qui serait distribué, sous forme de jetons de présence, aux membres du conseil, à titre d'indemnités et frais de déplacement.

Acte est donné de ces deux communications.

présence d'un mystère, on réfléchit, on examine, on cherche, on soupçonne tout il faut un mobile qui explique l'action, on le trouve. J'avais donc pensé que M. Octave Longuet, ayant intérêt à faire disparaître l'enfant, était le coupable. J'ai reconnu que je m'étais trompé.

— Ah !
— M. Octave Longuet — si c'est réellement son nom — ne savait pas dans quelle position vous étiez le jour où il a quitté Paris si brusquement. En son départ ressemblait à une fuite. En somme il vous a lâchement abandonnée.

— Oui, lâchement abandonnée, répéta tout bas la jeune fille.

— Cependant, reprit Morlot, il paraît qu'il avait pour vous une sincère affection.

— Hélas ! c'est parce que j'ai cru qu'il m'aimait qu'il a pu profiter de ma faiblesse. Je ne cherche pas à m'excuser, j'ai été coupable ; je devais réfléchir, voir le danger et le fuir. Il m'a perdue, je lui dois mon malheur ; mais je le lui pardonne.

— Ecoutez, mademoiselle Gabrielle, si j'en crois ce qui m'a été dit, il n'est pas aussi coupable qu'on pourrait le supposer.

— Oh ! je le suis plus que lui, je viens de vous dire pourquoi.

— Ce n'est pas volontairement qu'il vous a abandonnée.

— Je n'en sais rien.

— Subitement rappelé de Paris, il a dû partir sans avoir le temps de vous voir et de vous prévenir.

— C'est possible et je veux bien le croire.

— Mademoiselle Gabrielle, aimez-vous encore ce jeune homme ?

mal qu'il m'a fait j'ai fermé mon cœur à tout autre sentiment que celui de mon amour pour mon pauvre enfant.

— En ce cas, je n'hésite plus à parler. Il n'y a pas encore deux mois de cela, M. Octave Longuet est revenu à Paris.

La jeune fille resta impassible.

— Croyant vous retrouver au magasin de la rue Montmartre, il s'y est présenté, continua Morlot. On lui a dit ce qu'on savait : que vous aviez quitté la maison pour ne pas subir l'affront d'être renvoyée ; que vous étiez allée cacher votre honte avenue de Clichy, au fond des Batignolles, qu'au bout de quelque temps vous aviez de nouveau changé de domicile et que, depuis, on ignorait absolument ce que vous étiez devenue.

Le jeune homme apprit tout cela avec une vive surprise et une véritable douleur, paraît-il. Comme on lui reprochait sévèrement sa conduite envers vous, il convint qu'il avait des torts, et il ajouta qu'il était désolé de ne pouvoir les réparer.

— Trop tard ! murmura Gabrielle.

— Bref, il prétendit qu'il vous aimait réellement, qu'il ne vous avait pas abandonnée, qu'il regretait vivement le mal qu'il avait fait et que ce serait le remords de toute sa vie.

— Alors il habite actuellement à Paris ? demanda la jeune fille.

— Non, il a déclaré que, n'étant venu à Paris que pour vous, il allait repartir immédiatement. Du reste, il n'a point dit ni ce qu'il faisait, ni où il demeurait habituellement.

— Je le regrette.

— Pourquoi ?

— Je vous aurais prié d'aller le trouver et de lui dire : « La pauvre Gabrielle, que vous avez connue, n'est pas morte encore ; mais elle est condamnée au malheur pour toute sa vie ; oubliez-la tout à fait ; elle souhaite que

vous soyez heureux, et je vous apporte son pardon ! »

Morlot était très étonné qu'elle restât si calme et si froide. Il ne put s'empêcher de le lui dire.

— C'est ainsi que je dois être, répondit-elle en secouant la tête ; je ne veux plus penser qu'à mon enfant. Excepté pour lui, mon cœur est mort.

L'agent resta un moment silencieux.

— Au fait, dit-il, vous avez peut-être raison. Maintenant, je vais vous parler d'Orléans.

Elle fit un brusque mouvement.

— Vous êtes allé à Orléans ?

— Oui. Mon devoir était d'aller partout.

— Soit. Qu'avez-vous appris à Orléans ?

— Concernant le véritable but de mes recherches, rien.

— Oui, toujours rien, soupira-t-elle.

— Mademoiselle Gabrielle, reprit Morlot d'une voix grave et triste, j'ai une mauvaise nouvelle à vous apprendre.

— Mort, mort ! reprit-elle d'une voix étranglée ; mon pauvre père ! Et je ne sais pas, je ne saurais jamais s'il a eu, à sa dernière heure, une pensée pour sa malheureuse fille.

Elle couvrit son visage de ses mains et, ne pouvant les retenir plus longtemps, ses larmes inondèrent ses joues.

Morlot respecta sa douleur et la laissa pleurer.

M. le docteur Gailleton donne lecture d'une lettre de M. Berthoud, par laquelle il donne sa démission de conseiller municipal et de membre du conseil d'administration des institutions municipales dont il faisait partie.

Cette démission est motivée sur ce que M. Berthoud n'habite plus Lyon, ses affaires l'ayant obligé de changer de résidence.

M. le docteur Gailleton croit être l'interprète du conseil en exprimant le regret de la perte, pour l'assemblée municipale, d'un collègue dont le zèle et l'intelligence ont toujours été remarquables, et qui, en faisant de lui un administrateur actif et dévoué.

M. Juliaa dit qu'il est d'usage au Conseil de ne pas accepter, de prime abord, la démission d'un conseiller, cette démission doit tout d'abord être refusée et elle n'est définitivement acceptée par le Conseil que si elle est maintenue une deuxième fois.

M. le docteur Gailleton donne communication d'une lettre qui lui a été adressée au nom d'une commission d'ouvriers titulaires nommée en réunion publique.

Ces ouvriers font valoir l'impossibilité de pourvoir à leur existence, étant données les charges qui pèsent sur eux.

Dans leur réunion, après débat très approfondi, dans lequel tous les orateurs ont manifesté leur antipathie pour la grève, qui est toujours beaucoup plus préjudiciable à l'ouvrier qu'au négociant, il a été nommé une commission de vingt membres, composée de sept syndics, sept patrons et sept ouvriers.

Cette Commission a reçu mandat de s'adresser au Conseil municipal, pour qu'il veuille bien nommer une délégation qui se joindra à eux, afin qu'ils aient l'appui moral des élus de la cité.

M. Rochet. — Les ouvriers n'ont pas l'intention de demander l'augmentation du tarif, mais ils veulent revenir à l'observation du règlement de 1893. La pensée de cette Commission a été de demander au Conseil une délégation pour l'assister et non pour délibérer.

M. Bessières. — Ceux qui sont atteints par la diminution du tarif pourraient s'adresser à l'administration, mais il faudrait que la délégation soit composée de l'administration et de quelques membres du Conseil; cela aurait peut-être un effet moral auprès de messieurs les fabricants.

M. Bouffier pense que les ouvriers, par leur organisation élective, peuvent s'adresser à leurs élus représentants du Conseil.

M. le docteur Gailleton. — Cette Commission émanant d'une réunion publique, peut-elle parler au nom de toute la corporation des tisseurs ?

Comme il s'agit d'une question de débat de travail et de salaire, le Conseil ne peut être saisi.

Quand il s'agit de question de tarif, soit pour les ouvriers tisseurs, cordonniers, charpentiers, etc., etc., le Conseil doit rester complètement étranger à ces demandes.

Il propose donc de statuer de suite, pour savoir si le Conseil entend terminer cette affaire, ou si cette demande sera renvoyée à une Commission spéciale.

Ce Conseil, par un vote, décide de vider la question.

M. le docteur Gailleton. — La municipalité ne peut intervenir, mais il a promis aux délégués de cette commission de faciliter toute réunion en fournissant locaux, renseignements, etc., comme du reste à toute autre corporation.

M. Bessières. — Les ouvriers pourraient bien s'adresser au Maire, afin de le faire intervenir auprès des patrons, s'il y avait interdiction de une ou plusieurs maisons, peut-être cette intervention serait-elle profitable aux ouvriers eux-mêmes.

M. Dubost fait observer que les ouvriers ont une chambre syndicale qui, en cette circonstance, doit prendre en main les intérêts des ouvriers.

M. Rochet. — La chambre syndicale est représentée par sept membres dans la commission. Il reconaît qu'il n'est pas possible de faire intervenir l'administration municipale, cependant il réclame son appui moral, et pense que l'intervention du maire comme médiateur serait d'un bon effet, et aurait peut-être pour résultat d'éviter des chicanes de la grève.

M. Juliaa. — Le conseil municipal invite le maire à mettre ses bons offices au service des ouvriers le cas échéant.

M. le docteur Gailleton accepte la proposition de MM. Juliaa et Rochet, et s'il se produisait quelques incidents, il s'engage à en saisir immédiatement le Conseil.

M. Dubost voit un danger dans la proposition de MM. Juliaa, qui consiste à faire intervenir le maire d'une façon active. L'administration municipale doit se renfermer dans ses attributions. On pourrait se heurter à des refus de non recevoir. Il comprend l'intervention comme médiateur si elle est demandée par les deux parties.

Il demande que le conseil vote qu'il passe à son ordre du jour.

M. Juliaa croit qu'au contraire le conseil peut intervenir, car quand il y a grève, la ville est toujours obérée, le conseil quel que soit son action, ne pourrait en sortir épuisé.

M. Rochet maintient sa proposition.

M. Chéron. — Il demande à pour but de faire revenir au tarif de 1893, le conseil doit s'occuper de cette question; il demande le vote pour ou contre cette intervention.

M. Cartot est opposé au dire de M. Chéron. Croit que le maire puisse intervenir comme médiateur. Le tarif de 1893 a été fait par les patrons et les ouvriers, alors que la corporation était organisée pour défendre ses intérêts, le conseil est intervenu pour supprimer ce syndicat.

M. le docteur Gailleton. — Il est du devoir de l'administration de se mettre au service de ces citoyens, et si, il avait des incidents le conseil serait parvenu aussitôt. Il propose l'ordre du jour suivant :

Le conseil, comptant sur la vigilance et la sympathie de l'administration pour les ouvriers, lui confie le soin d'agir, dans cette affaire, dans la mesure du possible, sauf à en référer à l'assemblée municipale, si, plus tard, des incidents venaient à surgir. — Adopté.

lui avaient été donnés par M. le maire lui-même et par M. l'adjoint chargé de la direction du service de la voirie, ordres tendant à ce que, non-seulement les conseillers municipaux, mais encore les adjoints, ne puissent avoir aucune communication de pièces, plans, dossiers ou documents.

Cet ordre me semble dépasser les pouvoirs de l'administration, le procureur Durand, lui-même, n'a jamais osé signer une mesure semblable.

Serions-nous revenus aux beaux temps de l'arbitraire, ou le bon plaisir d'un administrateur tient lieu et place de toute légalité.

Pour mon compte je proteste énergiquement.

Nous sommes ici, à un titre égal, les dispensateurs des deniers de la ville, nous avons à charge par conséquent de rechercher les améliorations susceptibles d'intéresser notre cité, nous avons l'intérêt des contribuables à sauvegarder de tout empiètement, or avoir à notre disposition les plans de la ville me semble être la loi même, la raison d'être de notre mandat.

Je demande donc les motifs de la mesure prise par l'administration.

Je sais bien qu'elle va me répondre que l'ordre administratif, la régularité des services l'a exigée; mais cette considération me semble bien puérile et je demande qu'elle soit relevée.

Son maintien serait l'amoindrissement de notre autorité sans profit pour personne, et, pour ma part, je déclare que si elle était maintenue, je m'abstiendrais de prendre part à la discussion de tous les projets pouvant provenir du service de la voirie.

M. Pasquet. — Nous sommes ici, et présente les mêmes observations.

M. le docteur Gailleton. Le service de la voirie était quelque peu bouleversé, il a fallu y mettre un peu d'ordre. M. Domenget doit rendre compte de toutes ses opérations. Quand à la réclamation formulée par M. Pasquet, il déclare que, quand un conseiller municipal demande un renseignement concernant un dossier dont il est saisi, on doit mettre tout à sa disposition. Si il s'agit de dossiers étrangers il faudrait demander à la Mairie.

M. Pasquet. — Nous sommes ici, tous au même titre, toute communication demandée doit être faite, soit pour rechercher qui intéressent soit pour renseignements concernant des dossiers dont on est rapporteur.

M. le docteur Gailleton. N'y a-t-il pas de graves inconvénients à laisser emporter des dossiers, des plans et devis.

M. Pasquet. J'ai demandé communication dans le bureau même.

M. le docteur Gailleton. L'ordre n'a été donné que pour des dossiers ou pièces à emporter, concernant les affaires complètement en dehors du Conseil, dans ce cas l'administration a voulu prévenir le départ de ces pièces.

M. Juliaa. Pourquoi cet ordre ? qui date de quinze jours seulement.

M. Pasquet. Il demande le relevé de cet ordre.

M. le docteur Gailleton. A l'avenir, des ordres seront donnés de façon à ce que ces faits ne se représentent plus.

Il demande si MM. Pasquet et Juliaa sont satisfaits.

M. Juliaa. — Je n'ai absolument rien de demandé, et ne demande rien, j'ai fait une observation et si ces faits se représentent, je me réserve la faculté de faire mieux connaître comment sous cette administration on méconnaît les droits des conseillers municipaux, les électeurs seront juges et sauront dire si c'est ainsi qu'ils entendent que l'on méconnaisse leurs droits en la personne de leurs élus.

M. Pasquet. — Malgré les explications de M. le Maire, je ne déclare pas satisfait.

M. le docteur Gailleton déclare l'incident clos.

Mont-de-Piété, budget supplémentaire 1887.

Recettes prévues... 831.885 08
Dépenses... 48.220 36

Excédent... 783.665 72
Avis favorable. — Rapporteur M. Despeignes.

Mont-de-Piété. Budget principal pour l'année 1887.

Recettes prévues... 71.904 90
Dépenses... 71.559 87

Excédent... 365 03
Avis favorable. — Rapporteur M. Despeignes.

La séance est levée à 10 h. 10.

J. J.

LE SCANDALE DE BELLECOUR

Nous apprenons que deux des inculpés ont fait des aveux complets. Ils ont reconnu avoir eu des relations avec les petites filles. D'autres arrestations seront effectuées dans le courant de la semaine. Les accusés seront traduits devant la Cour d'Assises.

INFANTICIDE A TASSIN

M. Boyars, cultivateur dans cette commune, a trouvé dans sa fosse d'aisance le cadavre d'un enfant de 7 mois, du sexe masculin. Il a fait part aussitôt de sa sinistre trouvaille au maire de la commune qui en a informé télégraphiquement le parquet de notre ville. Le cadavre sera transporté à la Morgue pour être soumis à l'examen d'un des médecins au rapport.

CHRONIQUE LOCALE

Ecole pratique d'agriculture d'Euilly. M. Vincet, professeur départemental d'agriculture du Rhône, fera aujourd'hui dimanche, 26 mars, à deux heures, une conférence publique et gratuite sur la composition des terres et les amendements du sol.

L'Harmonie Gauloise donne aujourd'hui à 11 heures 1/2, dans les salons du Pré-aux-Clercs, son 12^e banquet annuel. Un concert intime suivra ce banquet. Outre les excellents chanteurs que cette vaillante société possède, les invités auront le plaisir d'entendre encore deux des meilleurs pensionnaires de notre grande scène : MM. Lestellier et Queyril.

Si nous ajoutons à ces noms connus, celui éminemment sympathique de M^{me} Duperron, professeur de chant, nous pouvons prédire à l'avance le succès le plus vif à cette fête charmante.

Comité de l'Alliance

Tous les membres des groupes de l'Alliance républicaine du 2^e arrondissement sont invités à assister à une réunion privée qui aura lieu aujourd'hui dimanche, à 3 heures et demie du soir, chez le citoyen Colet, rue Casimir-Périer, 18.

On entendra le citoyen Javot, conseiller municipal. Les membres des groupes qui n'auraient pas reçu de lettres en trouveront chez le citoyen Bardin, cours Perrache, n^o 10.

Pour le Comité de l'Alliance du 2^e arr. : Le délégué, KUNTZ.

Le Crime de Chaponost

Nous avons dit qu'un individu habitant une commune voisine de Chaponost, était gravement soupçonné. Une perquisition faite à son domicile a amené la découverte de linges tachés de sang, cachés dans la pailleasse.

Après enquête il a été prouvé, par ses déclarations, corroborées par celles de témoins nombreux et honorables, que cet individu s'étant fait une large coupure à la main droite, il y a quelque temps, s'était servi de ses linges pour envelopper sa main. C'est donc une fausse piste. Il est vrai que nous ne sommes plus à l'écouter.

Malgré la sévère leçon donnée par le tribunal correctionnel aux voleurs de Charabarras, ceux-ci ont fait école et ont laissé des élèves qui opèrent avec une habileté au moins aussi grande.

Un brave cultivateur des environs de Lyon était, la semaine dernière, accosté sur le marché par un jeune homme qui s'offrit à lui faire vendre son cheval, une bête pleine de feu, dans les meilleures conditions.

Il le mit aussitôt en rapport avec deux individus, également possesseurs d'un cheval dont ils cherchaient à se débarrasser, et pour cause.

On entra dans un cabaret où le marché fut bientôt conclu. Le trop naïf paysan échangea sa bête et partit sur l'assurance qu'on lui paierait le lendemain la différence à domicile.

C'était, de sa part, pousser la crédulité jusqu'à ses extrêmes limites, car il va sans dire que depuis ce jour il n'a revu personne et attend toujours son argent.

Grâce aux signalements qu'il a donnés, et de ses acheteurs et de sa bête, on espère les retrouver tous les quatre.

Dans la nuit du 23 au 24 courant, des malfaiteurs inconnus ont pénétré, à l'aide d'effraction, dans la fabrique de cartons de M. Rebougeon, rue de Séze, 125 127, et dans celle de M. Lepetit, fabricant de toiles métalliques, même rue, 133, et après avoir fouillé les bureaux, dont ils ont forcé les tiroirs, en emportant seulement des timbres-postes et des timbres de quittances, n'ayant pu trouver d'argent.

Dans la cave de M. Gelloux, marchand de sucre, même rue, on a trouvé un volet en fer, dont l'épaisseur s'adapte parfaitement aux empreintes laissées par l'instrument qui a servi aux effractions, et qui a dû être jeté dans cette cave par le souptraire se trouvant sur le trottoir.

Hier matin, vers 5 heures, un commencement d'incendie s'est déclaré dans les écuries attenantes à l'habitation de M. Alex, maître d'hôtel, chemin de Saint-Just à Saint-Simon.

Malgré les prompts secours apportés par les voisins, deux chevaux ont péri dans les flammes. Les pertes sont couvertes par une assurance.

Un feu de cheminée s'est déclaré hier chez madame Bouvier, quai de l'Hôpital, 15.

Il a été éteint aussitôt par les pompiers du poste du Mont-de-Piété. Les dégâts qu'il a occasionnés n'ont aucune importance.

Contrairement à l'affirmation d'un de nos confrères, l'échauffourée de Perrache est en ce moment l'objet d'une minutieuse enquête.

M. Cuaz a interrogé hier le trop fameux « homme singe », qui pour la circonstance a bien voulu se tenir sur deux pattes seulement, et répondre comme vous et moi à toutes les questions qui lui ont été adressées.

Ce magistrat n'a pas même eu besoin d'un interprète pour se faire comprendre, car ce soi-disant fils d'Albion parle français avec un accent que l'on acquiert rarement sur les rives de la Tamise.

Le jeune Eugène Gataz se balança hier sur les brançards d'un tombereau, abandonné sur le quai de la Mulatière, lorsque par suite d'un faux mouvement il fut précipité à terre. Le tombereau lui tomba si malheureusement sur le corps que le pauvre enfant fut tué sur le coup.

Le nommé Arnot Prieu a été arrêté hier sous l'inculpation de vol avec effraction d'une somme de 307 francs, commis au préjudice de Mme Geoffroy, rue Constantine, 4, au service de laquelle il avait été employé comme homme de peine.

Cet individu, qui était en outre en état de vagabondage, a été écroué à la permanence.

Société Philanthropique Ardechoise

L'Assemblée générale semestrielle aura lieu aujourd'hui, 26 mars, à une heure précise, au palais de la Bourse (salle des réunions industrielles). Tous les sociétaires sont tenus d'y assister munis de leur livret.

CHASTAGNER.

Société de la jeune pensée libre sociale de Lyon

Tous les adhérents sont convoqués pour une réunion privée qui aura lieu le 26 mars 1887, à 3 heures du soir, chez le citoyen Teyre, rue Pierre-Cornille, 168, au 1^{er} étage.

ORDRE DU JOUR : Rapport de la délégation du 18 mars. Questions diverses.

Nota. — Nous faisons appel aux jeunes libres penseurs socialistes qui voudraient faire partie de la Société, de se faire inscrire au même local tous les lundis, jeudis et samedis, de 8 à 10 heures du soir. Pour la commission administrative : Le Secrétaire, A. MAZARD.

BOURSE DE PARIS

Tableau des cours de la Bourse de Paris du 25 mars 1887. Cote des actions, obligations, et autres valeurs.

BOURSE DE LYON

Tableau des cours de la Bourse de Lyon du 25 mars 1887. Cote des actions locales et régionales.

DÉPARTEMENTS

RHONE. Neuville. — La société du Sou des écoles laïques de Neuville-sur-Saône a fait la levée des troncs, mardi 21 mars. MM. Herman et Guichet, collecteurs, ont ramassé une somme de 40 fr. 75.

LOIRE. SAINT-ETIENNE. — On remarque toujours l'absence de MM. Jinet, Dupin et Poncet. Le Conseil délibère sur les affaires suivantes : Mobilier scolaire. — Tables système Walker.

Le Conseil adopte le cahier des charges et décide que les fournisseurs étrangers seront admis à soumissionner. Licitation de l'école de filles, place de l'abbaye. — Adopté.

Ecole de la rue de la Valse. — Réparations. — Un crédit de 800 francs est affecté à ce local. Crédit supplémentaire pour les frais de recensement et actes extra-judiciaires. — 7.570 francs sont votés.

Legs Chapelon. — Accepté. Entretien des bâtiments communaux. — Vote d'un crédit supplémentaire de 7.000 francs.

Serre. — Atelier de dessin. — La fourniture d'un calorifère est concédée à M. Drevet, de Lyon.

Une descente de police opérée cette nuit par M. Mabit, commissaire du 6^e arrondissement, accompagné de quelques agents du service de sûreté, a permis de constater l'existence, dans un local dépendant de la brasserie d'Heider, située à l'angle du cours Saint-André et Jean-Boucard, d'une maison de jeu clandestine.

Malgré les précautions sans nombre prises par le sieur Cadier, maître de l'établissement, pour éviter cette surprise, la police a pu, non sans peine, l'entraîner, constater le flagrant délit, saisir le matériel et une partie des enjeux; enfin, établir l'identité des personnes au nombre de trente environ, qui se trouvaient réunies autour du tapis-vert.

Des plaintes nombreuses ont motivé cette heureuse expédition; espérons qu'elle ne sera pas la dernière et que les autres auront un aussi bon résultat; le nombre des tripots est considérable à St-Etienne, au grand désespoir des familles.

Chambre syndicale des ouvriers briquetiers et tisseurs de la Loire. — L'administration prévient les adhérents qui n'ont pas retiré leur livret, qu'ils les trouveront au siège social, rue de la Richelandière, 63, maison Cognet. On reçoit les nouveaux adhérents tous les jeudis, de sept h. à dix heures du soir, et les dimanches, de huit h. du matin à 8 heures du soir.

Le conseil fédéral des chambres syndicales invite toutes les corporations de St-Etienne et de la banlieue à assister à une grande réunion qui aura lieu dimanche, 26 mars, à une heure et demie du soir, au Cirque, rue de la République.

Citoyens, vu l'importance de cette réunion, nous engageons tous les citoyens socialistes de leur intérêt, à y assister.

Nota. — On ne fera admis que sur la présentation du livret de sa chambre syndicale respective et existant toujours. Le secrétaire.

Le conseil syndical des ouvriers maçons, de la ville de Saint-Etienne, a l'honneur de porter à la connaissance des intéressés qu'à partir du 30 mars prochain, le bureau de la chambre syndicale sera ouvert tous les jeudis et les dimanches, de huit heures à neuf heures du soir, pour recevoir toutes communications, ainsi que l'inscription des nouveaux adhérents. Pour les correspondances, une boîte est installée dans l'allée au siège social, place de la Croix, 1.

Pour le conseil syndical : Le secrétaire, J. L. RANVIER.

Saint-Chamond. — Dimanche, 26 mars, à 3 heures du soir, rotonde Saint-Eloi, route du Creux, aura lieu une réunion. On traitera des grèves et de l'organisation sociale.

Prix d'entrée : 30 centimes, au bénéfice des grévistes roannais. On accordera la parole à tous ceux qui la demanderont.

ESCREQUERIES

Nous apprenons que le nommé Cottin, repris de justice, qui, en janvier dernier, avait capté la confiance de M. Fournier, maître tailleur de notre ville, chez qui il s'était fait agréer comme coupeur, et qui était parti furtivement de chez lui trois jours après, lui ayant escroqué une somme de 20 fr., a été mis en état d'arrestation à Cusset (Allier).

Rive-de-Gier. — Tous les ouvriers métallurgistes de Rive-de-Gier, sont priés d'assister à la réunion, salle de la Rotonde, le dimanche 26 courant, à 7 heures du soir, à l'effet de s'entendre pour le travail de 40 heures, afin d'éviter toute grève possible. J. RIVORRE.

ISÈRE

CONSEIL DE GUERRE. Grenoble. — Dans sa séance du 24 mars courant, le Conseil de guerre de la 14^e région de corps d'armée, siégeant à Grenoble, sous la présidence de M. le lieutenant-colonel Béra, du 2^e régiment d'artillerie, a rendu les jugements suivants :

1^o Joseph Bayol, dit Gonniet, soldat de 2^e classe au 30^e régiment d'infanterie, déclaré coupable de vol de denrées et d'un mouchoir de poche au préjudice d'un habitant, a été condamné à la peine de deux années d'emprisonnement.

Défenseur : M. Milanta, avocat à Grenoble.

2^o Antoine Labayie, jeune soldat de la classe de 1879, du recrutement de Chambéry, déclaré coupable d'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de paix, a été condamné à quatre jours d'emprisonnement.

Défenseur : M. Thomé, avocat à Grenoble.

3^o Pierre Rotein, soldat de 2^e classe au 96^e régiment d'infanterie, déclaré coupable de vol d'un pain de munition, au préjudice d'un militaire, a été condamné à un an d'emprisonnement.

Défenseur : M. Jullien, avocat à Grenoble.

Le siège du ministère public était occupé par M. le lieutenant Humbert, du 30^e régiment d'infanterie, substitué du commissaire du gouvernement.

MORT DE M. CENDRE

Depuis trois jours le bruit court dans notre ville que M. Cendre, conseiller municipal était mort à son arrivée à Paris, d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

Il n'en est rien et rassurons ses amis, notre conseiller municipal se porte à merveille et n'a pas même été indisposé depuis qu'il a quitté Grenoble.

THÉÂTRE

Vienne. — Aujourd'hui dimanche on jouera les Prussiens en Lorraine, drame historique en 4 actes; Cadet-Roussel, Du mollet, Gribouille et Cie., folie vaudeville en 3 actes.

Bourgoin. — Dans une réunion tenue la semaine dernière, les ouvriers mécaniciens de Bourgoin ont décidé de réclamer la journée de 40 heures de travail.

Ils prient, en conséquence, les ouvriers mécaniciens qui auraient l'intention de se diriger sur Bourgoin, de retarder leur voyage jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

Bourgoin. — La gendarmerie de la Tour du Pin, vient d'écrouer à la prison de notre ville, le nommé Casimir Arduino, sujet italien, arrêté le 23 courant sous l'inculpation de tentative d'assassinat, commise au Pont-de-Beauvoisin (Savoie).

Il sera prochainement transféré à Chambéry, où il sera écroué à la disposition du magistrat, chargé de l'enquête sur les faits qui lui sont reprochés.

DROME

Romans. — On nous annonce pour demain une grande représentation au théâtre de Romans, donnée par une partie des artistes du théâtre de Valence, sous la direction de notre sympathique premier comique, M. Davoisie.

Le spectacle sera composé de : Le Luthier de Crémone, comédie de F. Coppée; les Noces de Jeannette, opéra-comique. Made-moiselle Million, notre première chanteuse, remplira le rôle de Jeannette. Les Deux Timides, vaudeville en un acte, avec le bienvenu concours d'un orchestre d'amateurs de Romans.

Entrée exceptionnelle : moitié prix à tous les places. Entrée gratuite pour les enfants au dessous de dix ans.

DERNIÈRE HEURE

GRAND INCENDIE A SAINTE-PAULE. Bois-d'Oingt, 25 mars. Un grand incendie s'est déclaré à Sainte-Paule, canton du Bois-d'Oingt. Trois maisons ont été la proie des flammes.

NOMINATIONS JUDICIAIRES. Paris, 25 mars. Le Journal officiel publiera demain un mouvement judiciaire. Sont nommés conseillers de cour d'appel, M. Levasseur, à Bourges; M. Baudrant, à Alger; M. Fouquieron, à Rennes.

Il n'y a aucune nomination concernant la cour de Lyon. M. Bourdon, juge à Chalon-sur-Saône, est nommé président du tribunal de cette ville; M. Girot, avocat, est nommé juge à Chalon.

La démission de M. de Baylié, juge-supplément à Grenoble, est acceptée. PROROGATION DES CHAMBRES. Paris, 25 mars. Il est question dans les groupes parlementaires de la prorogation des Chambres, à partir du 2 avril.

ENGAGEMENTS CIVILS

Anjourd'hui dimanche 26 mars, à 2 h. 3/4, auront lieu les funérailles de la citoyenne SEVIGNIER, née Marie-Thérèse Simiand. Le convoi partira du domicile mortuaire, rue Burgaud, 31 bis, pour se rendre directement au cimetière de la Guillotière.

Aujourd'hui, dimanche, 26 courant, à 9 h. 3/4, auront lieu les funérailles du citoyen Adrien CHOZATIER. Le convoi partira du domicile mortuaire, chemin de Barabon, 64, pour se rendre directement au cimetière de la Guillotière.

Aujourd'hui dimanche, à 1 heure 3/4, auront lieu les funérailles du citoyen Benoît Daniel ROCHARD. Le convoi partira de l'hôpital de la Croix-Rousse pour se rendre directement au cimetière.

SOUSCRIPTIONS

Monument Favioir. Deux amis, 4 fr.

BULLETIN OUVRIER

Cordonnerie ouvrière lyonnaise. — La commission exécutive de la grève convoque toute la corporation en réunion générale publique, pour le lundi 27 courant, à trois heures précises du soir, salle de l'Église, rue Basse-du-Port-au-Bois, 41, afin d'entendre les communications reçues de MM. les patrons-capitalistes et répondre à leurs protestations.

Citoyens prolétaires, il ne dépend que de nous qui avons tous besoin d'améliorer notre situation, de continuer avec fermeté et énergie l'œuvre que nous avons entreprise. Ne nous laissons pas entraîner par nos adversaires qui chercheront à vous détourner de cette lutte d'exploités contre les exploités et qui ne pourront, par ces manœuvres, tirer d'autres profits que s'attirer la haine de tous les travailleurs.

Que tous les ouvriers cordonniers soient présents à cette réunion d'où dépend notre avenir.

La Commission exécutive.

Chambre syndicale des ouvriers peintres en voitures de la région lyonnaise. — Le conseil syndical informe MM. les Patrons qu'ils peuvent adresser leurs demandes d'ouvriers, au siège provisoire, chez le citoyen Simond, rue Sainte-Elisabeth, 330.